Document generated on 06/01/2024 5:07 a.m.

Cahiers de recherche sociologique

Raymond Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, 575 p.

André Petitat

Number 20, 1993

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1002200ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1002200ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)
1923-5771 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Petitat, A. (1993). Review of [Raymond Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, 575 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (20), 227–233. https://doi.org/10.7202/1002200ar

Copyright © Cahiers de recherche sociologique, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Cahiers de recherche sociologique, no 20, 1993

Comptes rendus

Raymond Boudon (dir.), *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, 575 p.

Raymond Boudon ne chôme pas; pour lui, chaque année apporte son nouveau livre. Après *l'Art de (se) persuader*, voici un imposant *Traité de sociologie*, qui témoigne de la maturité d'un courant théorique que R. Boudon plus que tout autre a contribué à approfondir, à pousser dans les directions les plus diverses et les plus inattendues.

La qualité des collaborateurs est révélatrice du chemin parcouru par le paradigme de l'action individuelle, que les traditions fonctionnaliste, structuraliste et marxiste avaient largement marginalisé jusque dans les années 1970, aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord. Jean Beachler (groupe, sociabilité et religion), Mohamed Cherkaoui (stratification et mobilité), François Chazel (pouvoir et mouvements sociaux), Pierre Birnbaum (conflits), Bernard Valade (changement social et culture), Ehrard Friedberg (organisations), Maurice Cusson (déviance), Francis Balle (communication) ont chacun apporté de substantielles contributions, en faisant le bilan des différents champs sous l'angle adopté par le *Traité* dans son ensemble.

Les auteurs du *Traité* n'ont pas recherché l'exhaustivité des paradigmes et des domaines de recherche. Il aurait fallu pour cela multiplier par dix le nombre des collaborateurs et des tomes. Ils ont plutôt pris le parti de "privilégier le paradigme dit de la sociologie de l'action", dont les pères fondateurs proches sont Weber et Simmel et les ancêtres Adam Smith, Quesnay et Mandeville.

Raymond Boudon nous livre en trente-cinq pages d'une exceptionnelle densité une synthèse de son *approche actionniste*. Celle-ci n'a rien de figé. Si au début des années 1970 Boudon s'en tenait à un acteur voué tout entier à des calculs en termes de coûts, risques et bénéfices, vingt ans plus tard la jonction a été faite avec la sociologie compréhensive allemande. La volonté de bâtir une sociologie sans recourir aux fantômes holistes est toujours présente, mais en débordant complètement l'espèce de nominalisme utilitariste des débuts, pour accorder une place centrale à l'étude de l'intentionnalité.

Rapporter les phénomènes sociaux aux comportements individuels et ceux-ci aux intentions qui en sont la source, tel est le projet. La compréhension devient explication par le biais d'une théorie de la rationalité limitée des comportements. Cette théorie puise son inspiration chez Weber, chez Pareto et chez des auteurs plus récents comme H. Simon.

Raymond Boudon s'arrête à une définition sémantique de la rationalité: "est rationnel tout comportement Y dont on peut dire X avait de bonnes raisons de faire Y, car...

— il y trouvait son intérêt (rationalité utilitariste);
— c'était le meilleur moyen de réaliser son objectif (rationalité téléologique);
— il respectait ainsi des croyances auxquelles il avait de bonnes raison de croire;
— il avait toujours fait ainsi et qu'il n'avait pas de raison de changer (rationalité traditionnelle);
— il avait une théorie à ce propos, en laquelle il avait de bonnes raisons de croire (rationalité cognitive).

Après la mise en évidence du sens de l'action individuelle, la sociologie actionniste se propose d'expliquer comment on passe de l'individu aux phénomènes sociaux macroscopiques, par agrégation d'interactions rationnelles.

Quelle que soit la variété des situations auxquelles s'appliquent les principes de la sociologie actionniste, celle-ci ne prétend à aucun monopole, car elle ne s'applique pas aux actions irrationnelles. Par ailleurs, l'idéal d'une connaissance du social à partir d'une recomposition de la rationalité comportementale de tous les acteurs individuels est utopique. L'explication actionniste procède par simplification idéal-typique extrême, laissant dans l'ombre une insondable et infinie complexité.

La pertinence de ce schéma général relativement aux problèmes centraux de la sociologie est l'objet, avec l'originalité propre à chaque auteur, des autres chapitres du *Traité*. Dans ce court compte rendu, je vais me concentrer sur le projet principal, qui est d'établir un pont entre les phénomènes individuels et collectifs. J'avertis toutefois le lecteur que je passerai ainsi à côté d'une bonne moitié du texte, consacrée à faire la synthèse des problématiques et des analyses classiques propres à chaque domaine abordé.

Qu'est-ce qu'un *groupe*? Cette question première et incontournable en sociologie est traitée par Jean Beacher. On le sait, pour nombre de sociologues, le groupe représente une réalité *sui generis*, irréductible à la somme de ses composantes. Pour l'auteur, un groupe se caractérise d'abord par sa ou ses fins, une structure et une rationalité en conséquence, des individus qui devraient suivre les mêmes fins mais qui peuvent en poursuivre d'autres, enfin des relations avec d'autres groupes. La rationalité téléologique, la convergence des fins individuelles semblent donc dominer le monde des groupes. Voilà qui semble en retrait par rapport au chapitre-programme de R. Boudon. Heureusement, la complexité des groupes, de leurs relations et des forces qui cimentent le tout en société et en civilisation n'échappe pas à J. Beachler, dont le texte, d'une grande richesse informative et aux larges vues, déborde amplement la définition initiale du groupe.

Qu'en est-il des hiérarchies sociales, de la *stratification*, pensées tantôt en fonction de systèmes de valeurs supra-individuels, du pouvoir, de la base économique ou des élites? Mohamed Cherkaoui s'en remet à la synthèse tridimensionnelle de Max Weber, où les individus à la recherche de biens, de prestige et de pouvoir produisent la stratification sociale. Cette approche "théoriquement achevée et méthodologiquement efficace" sert d'introduction à d'excellents aperçus méthodologiques, abondamment complétés dans le chapitre sur la mobilité sociale signé par le même auteur.

On doit à François Chazel deux contributions d'une grande acuité théorique, où il entreprend, avec une rare rigueur, une clarification conceptuelle des notions de *pouvoir* et de *mouvement social*. Contre les conceptions substantialistes qui réduisent le pouvoir d'un acteur aux ressources dont il dispose, F. Chazel défend une conception relationnelle du pouvoir comme capacité d'une personne de produire des effets recherchés sur autrui. À partir de cette définition interactionniste, il aborde différentes facettes de cette réalité multidimensionnelle: intensité, extension, relativité du pouvoir, pouvoir réel, pouvoir virtuel, pouvoir latent, asymétrie, conflits et coercition. Pour penser le rapport entre pouvoir et domination, F. Chazel s'appuie sur la réflexion de A. Giddens, qui propose d'appréhender les structures à partir des actions individuelles. Les pratiques du pouvoir, plurielles, productrices et reproductrices, opèrent dans le cadre d'une inégale distribution des ressources, caractéristique de la structure de domination.

À propos des *mouvements sociaux*, F. Chazel s'appuie sur H. Blumer pour opérer une très utile clarification conceptuelle. Les théories de la contagion, de la convergence, de l'émergence de normes nouvelles accordent selon lui trop de place à l'irrationalisme et aux aspects strictement micro-sociaux. Parmi les contributions fondées sur la rationalité des comportements, la mieux connue est peut-être celle d'Olson, pour qui des individus raisonnables et intéressés ne défendront pas spontanément les intérêts du groupe, à moins que des conditions particulières ne soient réunies. D'autres sociologues se sont penchés sur les conditions de la mobilisation. Selon F. Chazel, ces tentatives sont pour la plupart dominées par un utilitarisme étroit et elles laissent trop souvent échapper le sens de l'action collective et, d'une façon plus générale, les dimensions culturelles des mouvements sociaux, les questions d'idéologie, de loyauté, de normes et d'identité. Il en appelle donc implicitement à une complexification des approches rationalistes et à une ouverture sur des aspects trop hâtivement taxés d'irrationnels.

Le chapitre de Pierre Birnbaum consiste surtout en un bilan des travaux et des perspectives sur le thème du *conflit*. Il trouve chez Weber et surtout chez Simmel, le fondement de l'approche actionnaliste. Chez Simmel en particulier, le conflit constitue un "processus de sociation", indispensable à la production de l'unité. La présentation des théories contemporaines (théorie des jeux, systémisme, fin des idéologies, pluralisme et polyarchie, superposition et entrecroisement des clivages et des appartenances, conflits industriels, nouveaux conflits) est alerte, claire, ouverte aux aspects frontières de la rationalité.

À propos du *changement social*, Bernard Valade dresse un bilan assez sombre des vieilles théories du progrès et de la décadence, des théories monofactorielles, de celles centrées sur l'évolution et la différenciation ou au contraire sur les ruptures révolutionnaires, pour en arriver, enfin, aux modèles centrés sur les actions individuelles agrégées. L'auteur souligne à juste titre la contribution de R. Boudon et termine par un compte rendu des débats sur la dynamique de la révolution industrielle et sur la question de l'innovation. On doit aussi à Bernard Valade un article sur la *culture*, qui se présente plus comme une agréable promenade historique et sociologique qu'un véritable programme théorique. L'unique panneau indicateur, à ce propos, est Georg Simmel.

La trentaine de pages d'Ehrard Friedberg sur *l'organisation* ont un modèle de concision et de clarté. Après un historique de la notion de rationalité limitée, l'auteur propose une définition du comportement humain, conçu comme une "adaptation active et raisonnable à des opportunités et contraintes perçues dans un contexte donné". Au départ, l'organisation a été appréhendée comme une intégration rationnelle de buts et de moyens. Elle est vue maintenant comme un ensemble où s'affrontent de multiples rationalités et dont les caractéristiques (buts, structures, règles du jeu, frontières, "culture") sont le produit de ces affrontements. L'unité de l'organisation découle de la nécessité où se trouvent les acteurs d'accepter un certain nombre de règles du jeu relativement stables, à partir desquelles se déploient un jeu continu de négociation et de satisfaction réciproque des attentes. Ces stratégies autorégulatives sont également centrales dans l'articulation entre une organisation et son environnement. En s'appuyant sur de nombreuses recherches empiriques, l'école française en sociologie des organisations présente une des meilleures intégration micro-macro de ce *Traité*.

La sociologie actionniste s'intéresse aussi à la *déviance*. Maurice Cusson critique les théories de la construction sociale, en disant que la déviance ne résulte pas de jugements de valeurs gratuits et de décisions arbitraires. S'il est vrai qu'elle résulte d'un défaut d'intégration, celle-ci ne doit pas être vue comme la propriété d'entités supra-individuelles, mais plutôt comme un produit des attentes et des engagements réciproques. L'acteur déviant n'est pas aussi irrationnel qu'on se l'imagine. Peu de cambriolages sont élucidés, peu de cambrioleurs sont incarcérés pour un premier vol. Plus les circonstances sont favorables, les occasions nombreuses et les risques réduits, plus les vols augmentent. "L'occasion fait le larron!": ce proverbe se vérifie même pour le suicide.

Le chapitre de Jean Beachler sur la religion est un peu une gageure, car une des caractéristiques fondamentales de l'expérience religieuse est le sentiment de dépasser la condition humaine et de s'ouvrir à un principe supérieur englobant. L'expérience religieuse renvoie à une entité supra-individuelle devant laquelle l'individu accepte de se plier; elle est la négation même de l'immanence démocratique rationnelle. On sait combien cette expérience convenait à Durkheim, à sa conscience collective incarnée dans les consciences individuelles. Jean Beachler écarte évidemment la collectivité hypostasiée comme source du religieux et regarde, dans la tradition

rationaliste, du côté de l'incertitude cognitive, de l'incertitude quant aux résultats de nos actions, de nos tourments affectifs. Ce sont ces déficits irréductibles de l'action qui poussent au religieux. Sont-ce de bonnes ou de mauvaises raisons? Dans la religion, J. Beachler distingue trois types d'acteurs: les initiateurs, les gestionnaires et les consommateurs, dont il dessine l'analyse à partir des principes de la sociologie actionniste. Enfin, il clôt ce chapitre par un exposé très informé et souvent novateur sur les rapports entre religion, politique et économie.

Le chapitre sur la connaissance, rédigé par R. Boudon, retrace les contributions "macroscopiques" en sociologie de la connaissance, tant en ce qui regarde l'apparition de la science, la mentalité punitive, les cycles et alternances de paradigmes, l'individualisme et le désenchantement, etc., avant d'exposer les analyses micro-macro, en prenant Mannheim et surtout l'analyse de la magie de Durkheim en exemple de ce qu'il faut faire: "L'objectif essentiel, sinon unique, de la sociologie de la connaissance est d'expliquer les croyances bizarres, en postulant des mécanismes psychologiques scientifiquement acceptables." Ainsi, Durkheim explique que la magie est une représentation du monde tout à fait raisonnable dans le contexte des petites sociétés orales. La seconde partie du chapitre, sur les théories des croyances, illustre abondamment l'intérêt de la notion de rationalité limitée pour interpréter des théories où se sont glissées subrepticement des *a priori* implicites induisant de fausses conclusions. Cette notion incite à rechercher les raisons subjectives de certaines erreurs, au lieu de se tourner vers des causes irrationnelles extérieures ou intérieures. Débusquant certains *a priori* implicites dans le relativisme de Kuhn et de Feyerabend, il réaffirme l'universalité de la raison humaine et de certains de ces acquis.

La dernière contribution est celle de Francis Balle sur la *communication*. Sa tâche a été un peu facilitée par l'existence d'études sur les médiations interpersonnelles dans l'influence des communications de masse. Dans la perspective actionniste, la communication est un échange de messages entre des acteurs sociaux, agissant rationnellement dans un cadre d'opportunités et de contraintes. Francis Balle élabore dans ce sens une intéressante typologie des formes de la communication.

Ce traité est à la fois un bilan et un programme. La perspective actionniste, après un démarrage fortement teinté par la rationalité économique, s'est considérablement élargie. Jeter un pont entre les actions individuelles et les phénomènes collectifs me semble un idéal très louable, surtout à une époque d'effondrement de certains paradigmes qui en appelaient à des valeurs collectives, des intérêts de classe, des structures prégnantes et des lois de l'histoire. Le schème de l'action intentionnelle agit comme un opérateur de déconstruction-reconstruction, rend attentif aux situations singulières, incite à établir à chaque fois la configuration spécifique des rapports micro-macro. Ce type de sociologie invite à la diversification des modèles d'interaction et d'agrégation. Sans prétendre à une totalisation des savoirs dans une grande Théorie, elle conserve au moins quelque chose de cette totalisation, mais en la rapportant aux interactions.

Ce *Traité* représente une novation majeure dans la tradition sociologique française. Enfin, pourrait-on dire, la tradition compréhensive pénètre massivement en France même si c'est sous l'angle cognitif. Il aura fallu pas loin d'un siècle, avec un détour par l'utilitarisme économique et sa psychologie sommaire. On voit mal comment une telle approche pourrait se figer en un dogme stérile, car elle invite à la diversité et à l'enrichissement. Sa qualité la plus évidente est peut-être son pouvoir heuristique et son ouverture à la critique. La meilleure expression de cet état d'esprit, on la trouve peut-être sous la plume d'E. Friedberg, lorsqu'il constate qu'il n'y a pas de loi générale des organisations, mais seulement des modèles à validité locale. Le sociologue n'a pas de normes toutes faites à proposer, car les organisations sont des réalités construites et en production-reproduction permanente, par des acteurs qui réinventent sans cesse le "jeu de la coopération et du conflit".

Ceci dit, une telle entreprise ne va pas sans doute et sans questionnement. Aussi longtemps que l'on se borne à *décrire* des articulations singulières micro-macro, pas de problèmes. Mais le passage à l'explication soulève quelques questions. Je vois principalement deux zones d'incertitude. La première concerne la psychologie de l'homme rationnel et la seconde les types-idéaux d'action auxquels il est impossible de ne pas recourir.

Que signifie "avoir de bonnes raisons de faire quelque chose"? J'ai toujours douté, pour ma part, que le dogme de la prédestination donnait au calviniste de bonnes raisons de mener une vie austère et besogneuse. Et les sujets de Milgram, jusqu'à quel voltage ont-ils de bonnes raisons d'obtempérer au professeur nimbé de science? Et ceux de Ash, n'ont-ils pas de bonnes raisons de déclarer tous les bâtonnets égaux? Qui déclarera que ce sont ou non de bonnes raisons? Le sociologue? Sur quelles bases? En se fondant sur des statistiques d'une nouvelle normalité?

La question est la suivante: est-ce que l'on n'a pas voulu sauver, avec la rationalité limitée, l'idée de traits psychologiques universels, chère aux premiers théoriciens des organisations et de l'économie? Est-ce que la définition sémantique de la rationalité limitée ne fait pas de cette dernière une norme relative, socio-historique?

Finalement, le passage de la compréhension à l'explication me semble reposer tout entier sur des postulats psychologiques intuitifs auxquels il manque des assises plus solides. L'évidence, lorsqu'elle n'est pas massive — les exemples de R. Boudon sont pour la plupart très évidents — ne m'apparaît pas bonne conseillère, surtout si l'on se rappelle que notre société moderne affectionne tout particulièrement les parures rationnelles. Le glissement de la rationalité dure vers la rationalité limitée n'est-il pas le premier pas vers une complexification croissante des rapports micro-macro, en direction de laquelle la sociologie des organisations est déjà engagée?

Une question encore. Prenons le cas de la réponse de l'élève aux attentes positives ou négatives du maître. Des milliers d'études l'ont confirmée. Nous avons là une sorte de loi psychosociologique. Dira-t-on que les élèves ont de bonnes raisons? Ou alors qu'ils n'ont pas de bonnes raisons mais qu'ils réagissent quand même tous de la même manière? Mais, au bout du compte, peu importe que l'on nomme certaines de nos inclinations psychiques rationnelles ou irrationnelles, la seule chose indispensable est la vérification de régularités intentionnelles ou motivationnelles. La psychologie et la psychosociologie ont certainement beaucoup de choses à nous apprendre, ne serait-ce que dans leurs efforts pour reconstruire la pensée naturelle, l'explication quotidienne. Un ou deux chapitres du *Traité* auraient pu être consacrés à ces matières.

Évidemment, l'inévitable recours aux types idéaux, s'il se fait sur des bases psychosociales incertaines, pourrait multiplier les *a priori* de départ en les projetant au niveau macro-sociologique. Le risque serait alors de voir réapparaître par la grande porte des fantômes immanents agrégatifs peut être tout aussi néfastes que ceux que l'on s'était appliqué à jeter par la fenêtre.

D'autres questions encore mériteraient d'être posées: sur la notion d'interaction, sur l'interprétation de Durkheim et Weber, sur le statut de la connaissance scientifique en rapport avec ce qu'on pourrait appeler un nominalisme rationaliste; mais j'ai déjà débordé l'espace réservé à un compte rendu.

Partout les sciences cognitives se développent avec une étonnante vitalité. Le *Traité* dirigé par R. Boudon fait écho à ces tendances, en démontrant la fécondité d'un interactionnisme cognitif. La notion de rationalité subjective n'a pas encore livré toutes ses potentialités. Est-elle "une bombe installée dans les sciences humaines"? Pour ouvrir une brèche vers la complexité?

André PETITAT
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

Robert J. Brym et Bonnie J. Fox, *From Culture to Power: The Sociology of English Canada*, Toronto, Oxford, 1989, 222 p.

Ce livre est un excellent survol de la sociologie du Canada anglais. Après une brève introduction qui situe son développement dans la tradition sociologique classique et souligne l'émergence relativement tardive de cette discipline au Canada anglais, les auteurs procèdent à l'analyse de quatre domaines: le développement économique, le comportement politique, la stratification sociale et la réflexion féministe. Pour chacun de ces domaines, ils montrent que la sociologie